

LES GRANDES VILLES ET LA CULTURE : DES ENJEUX CROISÉS¹

Jean-Pierre Saez

« Il n'est pas dit que Kublai Khan croit à tout ce que Marco Polo lui raconte quand il lui décrit les villes qu'il a visitées dans le cours de ses ambassades ». C'est ainsi que commence le roman d'Italo Calvino *Les villes invisibles*. Que peut bien signifier l'écrivain italien à travers cette énigmatique supposition ? En premier lieu qu'une ville c'est un récit imaginaire, une représentation à laquelle les visiteurs de la ville, qu'ils soient réels ou virtuels, sont susceptibles de coopérer, un mythe dont ils peuvent s'avérer de très efficaces colporteurs.

On pourrait évidemment ajouter à cette proposition qu'une ville est aussi le récit imaginaire raconté par sa population et ses poètes, chaque habitant l'adaptant ou le façonnant selon son quartier, son histoire ou sa place dans la cité.

Quelles sont les sources de ce récit ? Parler d'une ville conduit à mettre en évidence toutes sortes de qualités et de signes qui la caractérisent : une architecture, un agencement urbain, une couleur particulière, les monuments, les œuvres d'art dans l'espace public : « l'édification de la cité comme monument est indispensable à la cité comme communauté² » souligne à cet égard le philosophe Marcel Hénaff. Mais une ville c'est aussi toute une histoire, les personnages qui la symbolisent, une façon de vivre ensemble, les moments où la *cité* se rassemble – lors d'un événement artistique, culturel ou sportif par exemple. Autant de manières d'affirmer une identité, une personnalité, de dire « je suis cette ville ».

Cependant, une ville est d'abord le lieu de l'échange. Elle est d'autant plus dynamique qu'elle génère des relations intenses, entrecroisées, au sein de sa population, mais aussi entre cette population et son environnement, qu'il soit immédiat ou lointain. De l'Antiquité à l'époque contemporaine, la ville répond

à une logique de réseau. Avec l'essor du phénomène de métropolisation, la multiplication et l'accélération de la mobilité des biens et des personnes, le développement de l'information et de la communication, la ville d'aujourd'hui s'apparente à un entrelacement toujours plus complexe de réseaux. Ses habitants ont désormais, grâce à Internet et aux autres technologies de l'information et de la communication (TIC), la faculté de se commuter instantanément avec le monde, de commercer, de se lier avec des partenaires dont l'éloignement physique peut aller de pair avec la proximité symbolique. Local et mondial entretiennent ainsi des relations d'une intensité inédite.

Lieu d'échange, la ville est aussi – par conséquent, pourrait-on dire – un lieu de passion, de sentiments (mêlés), de désir : sans doute, l'intérêt de toute ville est-il de donner envie d'être aimée, d'être fière d'elle et aussi que l'on y vienne, que l'on y revienne, voire plus si affinité ! Bien sûr, il y a mille manières et mille raisons d'aimer une ville, ou tel ou tel de ses quartiers. Pierre Sansot nous a magistralement enseigné que, pour saisir « la poétique d'une ville », il nous faut toujours aller au-delà des apparences, de la séduction immédiate. La « vérité d'une ville » ne se loge pas dans ses quartiers résidentiels³..., il convient d'aller au-delà

de ses apparences. Les imaginaires que la ville nourrit trouvent leurs sources aussi bien dans sa grande histoire, que dans ses plus intimes recoins (les fameux « passages », par exemple, chers à Walter Benjamin) ou ses quartiers populaires, lieux de vie et de sociabilité par excellence (bien qu'ils puissent être aussi des lieux de souffrance).

Au bout du compte, la ville est – plus qu'un espace – une entité qui a vocation, à travers l'ensemble des échanges qu'elle suscite, à générer du transfert culturel. Cette capacité de transfert, constitue même la marque de fabrique des grandes cités du monde, un témoin de leur aptitude à se régénérer, un *élément moteur* de leur identité, voire le révélateur de leur puissance. Une ville correspond ainsi à une dynamique culturelle et interculturelle. Elle est mémoire, formes, manière d'échanger, élan vers le monde, pôle d'attraction des multiples figures de l'Autre, qu'il soit marchand ou étudiant, touriste, artiste ou travailleur migrant.

La ville est une résultante d'interventions empiriques et d'une programmation plus ou moins visionnaire, de processus anthropo-sociologiques et de mouvements économiques au rythme désordonné. Cependant, l'histoire urbaine ne nous enseigne-t-elle pas que les villes

les plus lisibles ou les plus remarquables sont toujours celles qui accordent, par l'initiative privée et publique, par la volonté du prince, du mécène ou de l'État, une place essentielle à l'art et à la culture de leurs contemporains ?

Quels sont les facteurs majeurs qui conditionnent, dans les sociétés ouvertes particulièrement, le devenir de la ville contemporaine et son projet culturel ?

- La globalisation, qui ouvre la ville au monde, l'entraîne dans une logique de différenciation, de distinction, de compétition internationale et l'incite à développer ses coopérations extérieures ;

- la métropolisation, c'est-à-dire la concentration des populations et des richesses humaines⁴. Certes, la ville se caractérise à la fois par son unité et par la diversité de son espace urbain. Cependant, l'accélération des processus de métropolisation confronte les villes à des phénomènes ambivalents d'agglomération et de déstructuration. Dans les mégapoles, le lien social, la cohérence spatiale et symbolique de la ville tendent à se déliter. Quand bien même la ville est une unité – quoique les mégapoles tendent à perdre cette qualité – elle se caractérise aussi par la diversité de son espace urbain ;

- l'exigence d'une gouvernance territorialisée, c'est-à-dire impliquant une multiplicité d'acteurs dans le processus de décision politique : les différents échelons politico-institutionnels dont la ville dépend, mais aussi la société civile ainsi que les forces économiques et sociales directement liées au territoire urbain et intéressées par la décision ;

- le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'ensemble des activités humaines et donc des pratiques culturelles, ce qui génère un développement de la mise en réseau des individus tout en induisant leur déterritorialisation relative. Cet essor des TIC conduit à mettre en lumière son revers, que les villes doivent notamment assumer : la fracture numérique qui s'instaure entre ceux qui ont accès à Internet et ceux qui en sont privés ;

- la nécessité pour toute ville d'ambition internationale de jouer sa partition dans l'économie créative (ou économie de l'immatériel) et la société de la connaissance qui conjuguent recherche, éducation, TIC, esprit d'innovation, culture et travail en réseau ;

- la demande de démocratie qui appelle les pouvoirs locaux – à côté des pouvoirs centraux ou nationaux et du fait de la proximité qu'ils entretiennent avec les populations vivant sur leurs territoires – à être attentifs aux revendications culturelles, aux droits culturels diversement considérés jusqu'ici dans le monde mais de plus en plus essentiels dans la perspective de préserver la cohésion sociale et le vivre ensemble ;

- le principe de développement durable à l'aune duquel, en définitive, toute politique culturelle métropolitaine devrait chercher à s'articuler, non seulement parce qu'il contient l'impératif de protection de l'environnement et de solidarité intergénérationnelle comme *impératif culturel*, mais aussi parce qu'il renvoie à l'exigence de diversité culturelle, d'éducation et de citoyenneté.

Examinons plus précisément sur quelles problématiques les politiques culturelles métropolitaines mettent aujourd'hui l'accent. On retiendra, au préalable, d'une part qu'elles ne formulent pas leurs objectifs de la même façon ou autour des mêmes concepts – traditions politico-philosophiques obligent –, même si l'on peut constater de nombreux points communs dans leurs orientations, d'autre part qu'elles mobilisent des registres de légitimation éclectiques sur lesquels elles jouent de manière variable⁵. On peut regrouper ces registres autour de deux thématiques. L'une met l'accent sur le rôle démocratique de la culture et les exigences de la diversité culturelle. L'autre met en avant l'apport de la culture à l'attractivité, à l'identité et au développement économique.

CULTURE, DIVERSITÉ ET DÉMOCRATIE

Pour lier culture et démocratie, les politiques culturelles des villes doivent résoudre une équation qui s'est complexifiée avec le temps, l'expérience et l'émergence de nouveaux enjeux. On pourrait la formuler ainsi : comment le projet culturel métropolitain peut-il répondre à des exigences de démocratisation de la culture, de démocratie culturelle et de diversité artistique et culturelle en concomitance ? Il s'agit ici de poser la question tant de l'accessibilité à la culture, que de la possibilité de chacun de vivre sa culture. L'objectif de base de toute politique culturelle consiste à faire partager au plus grand nombre l'accès aux biens culturels. Cet objectif renvoie à la préoccupation de lutter contre les inégalités d'accès à la culture. Ces inégalités sont souvent corrélées avec le niveau social et éducatif des enfants et de leurs familles. À cet égard, nous comprenons mieux désormais les limites d'une politique culturelle fondée sur l'espoir de la constitution spontanée des publics par l'accroissement mécanique de l'offre artistique et culturelle. Mieux informées de leurs effets, les politiques culturelles métropolitaines sont plus attentives à soutenir des démarches de médiation, de formation des publics, d'éducation artistique et culturelle, d'accompagnement des pratiques amateurs, d'incitation et d'information pour contrecarrer ces inégalités.

Le défi démocratique auquel sont confrontées les politiques culturelles métropolitaines mobilise d'autres éléments de débat. Celui de la prise en compte de la pluralisation des expressions artistiques, celui de la citoyenneté culturelle, axe d'organisation de la nouvelle politique culturelle de São Paulo. L'irruption de la problématique de la diversité culturelle révèle aussi des demandes nouvelles d'expressions culturelles de minorités, de groupements culturels ou générationnels. Dès lors ici, l'enjeu que doit relever une politique

culturelle métropolitaine est d'imaginer comment, par la culture, accorder reconnaissance et respect pour chaque culture et en même temps stimuler le vivre ensemble. Toutes les grandes métropoles sont confrontées à cette nécessité de conjuguer unité et diversité, quels que soient leurs modèles de référence, qu'ils soient plutôt multiculturalistes ou plutôt intégrationnistes.

Tandis que les États fixent les cadres d'organisation générale des sociétés dont ils ont la charge, ce sont les villes qui sont en première ligne dans la gestion de la diversité culturelle. Les réponses qu'elles sont appelées aujourd'hui à fournir à ce défi trouvent leurs solutions dans un savant mélange de philosophie politique, de droit et de pragmatisme. C'est pour les aider à mieux relever ce défi qu'a été mis en œuvre l'*Agenda 21 de la culture*. Conçu comme une charte des pouvoirs locaux dans le monde, l'*Agenda 21* propose à travers son volet culturel adopté en 2004⁶, des références qui se situent dans la même lignée que celle de la Convention de l'Unesco en faveur de la promotion et de la protection des expressions culturelles, convention qui s'adresse en premier lieu aux États. *Culture 21* ne vise pas à jouer les villes contre les États, mais contribue à éclairer les enjeux du développement culturel à chaque échelle de décision et à favoriser les échanges et la mise en réseau des gouvernements locaux. Cette démarche est encore jeune et mériterait d'être accompagnée par un programme d'évaluation comparatif concomitant⁷.

CULTURE, ATTRACTIVITÉ, IDENTITÉ, DÉVELOPPEMENT

Si le thème de l'accès du plus grand nombre est toujours privilégié dans le discours des villes sur leurs politiques culturelles, une lecture transversale de leurs projets révèle systématiquement une autre interrogation : comment la culture peut-elle renforcer l'attractivité et l'identité urbaine, comment peut-elle contribuer au rayonnement et au développement de la ville ?

Les stratégies métropolitaines n'abordent plus la culture comme une cerise sur le gâteau, le « supplément » dont il convient de se parer, mais comme un atout nécessaire pour la prospérité de la ville. Sous cet angle, l'intervention culturelle publique est également conçue pour attirer les entreprises à haute valeur ajoutée et une population hautement qualifiée et porteuse d'exigences en termes de services éducatifs, de cadre de vie, de services culturels. Que l'effort culturel public ne soit plus considéré comme une simple dépense mais comme un investissement prouve combien les mentalités des décideurs locaux ont évolué. D'aucuns feraient remarquer que c'est la raison économique qui justifie leur attention à la culture. L'examen des arguments et des politiques concrètes montre plutôt un enchevêtrement des motifs.

“On peut légitimement se demander si une ville sans squat artistique peut prétendre au statut de « métropole de référence ».”

En Europe, des villes comme Glasgow en 1990 ou Lille en 2004 ont profité du label de « capitale culturelle européenne » pour revitaliser leur image, lui redonner un coup de jeune et prendre un nouvel élan économique en travaillant sur leurs atouts culturels. De leur côté, Gateshead ou Bilbao se sont débarrassés d'une représentation négative liée à leur déclin industriel en repensant leur stratégie de développement urbain autour de l'axe culturel. Le Musée Guggenheim constitue la signature emblématique de cette stratégie de la métropole basque. À Gateshead, c'est la sculpture monumentale commandée à Anthony Gormley identifiant la principale entrée de ville qui symbolise le nouvel âge de cette cité de la banlieue de Newcastle.

Le patrimoine fait aujourd'hui l'objet d'une plus grande attention de la part des villes. Les vieilles pierres, les

friches industrielles, et tout autre signe du passé urbain deviennent les instruments d'une pédagogie de l'histoire et de la mémoire destinée à renforcer le lien social entre les habitants ainsi que le sentiment d'une identité territoriale. Mais la valorisation du patrimoine constitue aussi un levier pour l'industrie touristique locale et donc un enjeu en termes d'emploi⁸. Progressivement, les décideurs locaux appréhendent de mieux en mieux l'importance du secteur culturel sur le plan économique. La culture représente en effet un volume conséquent d'emplois directs (1,92 % en Amérique du Nord, en 2001 ; 2,5 % en Europe, en 2002⁹) et de nombreux emplois indirects. La plus grande partie de ces emplois se concentre en milieu urbain.

Renforcer l'attractivité et le rayonnement de la ville exige aussi un travail de personnalisation de l'espace. Outre la valorisation de leurs abords patrimoniaux, de plus en plus de grandes villes se sont engagées en faveur de démarches d'esthétisation originale de l'espace urbain. Un art des jardins urbains connaît ainsi un nouvel essor depuis quelques années. À Lausanne, les « jardins de passage » émergent tous les quatre ans dans des lieux méconnus de la cité helvète pour mieux les redécouvrir¹⁰... Ailleurs, on parie sur les œuvres d'art dans l'espace public. Le Projektskulptur de Münster se déroule tous les dix ans seulement, mais cette importante manifestation d'art public laisse cependant une trace durable dans la ville allemande qui semble se dessiner tout autour de son patrimoine sculptural contemporain. À Turin, les musées, les galeries, les ateliers, les foires exposent les artistes d'aujourd'hui. La ville souterraine participe également à l'identité urbaine.

“Manager un projet culturel métropolitain, c’est gérer de la complexité, c’est composer avec des impératifs interdépendants, dont les maîtres mots relèvent tous du registre relationnel...”

Comment faire en sorte que les stations de métro cessent d’être des non-lieux ? Le métro de Montréal présente l’une des réponses les plus abouties à cette question à travers une panoplie d’œuvres d’art issues de la commande publique dès les années 1960 et dont la dernière vague date de 2006-2008.

La programmation de grandes institutions, tout comme la requalification d’édifices patrimoniaux dans la ville, sont les supports d’un urbanisme réinventé faisant la part belle à l’architecture contemporaine. Concevoir un musée ou une médiathèque implique une réflexion plus ample sur la ville, son « climat esthétique », sa mise en réseau, ses déplacements. Cependant, les villes ne se contentent plus de leurs monuments pour construire leur identité. L’événement artistique – au risque parfois d’un marketing grossièrement conditionné – est un marqueur symbolique recherché, un outil de mise en mouvement de la ville. Comment intégrer cet événement dans une stratégie de développement culturel conjuguant la participation des populations locales et le rayonnement international ? La Biennale de la danse de Lyon, le festival multiculturel de Kreuzberg à Berlin, le projet « Estuaire » de Nantes ou le Carnaval de Notting Hill à Londres représentent diverses manières de concilier ces exigences.

Les artistes, par leur présence dans la ville apportent eux aussi leur contribution à la vie sociale et à l’attractivité urbaine. Dans les années récentes on a vu émerger un art d’intervention urbain qui n’hésite pas à bousculer les repères

des habitants, les incitant à porter un autre regard sur leur environnement. Dans un esprit voisin des collectifs artistiques, ils investissent des bâtiments délaissés, des lieux industriels, marchands ou militaires abandonnés, les transformant en lieux de vie et d’art. Les autorités peinent parfois à se positionner par rapport à des initiatives expérimentales sur lesquelles elles n’ont que peu de prise¹¹. Faut-il les considérer avec bienveillance ou avec défiance ? Faut-il les ignorer, les accompagner à distance, les encadrer ? Nombreux sont les exemples où de tels groupements d’artistes ont contribué à l’invention de véritables quartiers d’art – parfois à l’origine de gentrification – qui finissent par devenir des curiosités culturelles et touristiques. L’Usine de Genève, les Halles de Schaerbeek à Bruxelles ou la Friche Belle de Mai à Marseille représentent quelques modèles de ce « mouvement » – fédéré en réseau européen¹² – qui cherche à accommoder travail artistique et nouvelle urbanité. Si bien que l’on peut légitimement se demander si une ville sans squat artistique peut prétendre au statut de « métropole de référence » !

QUELLE GOUVERNANCE CULTURELLE À L’ÉCHELLE DES GRANDES VILLES ?

Dans les nations démocratiques, les politiques publiques qui touchent à l’organisation de la cité se déterminent de plus en plus à partir du niveau local, même si les autres échelons jusqu’à l’État fédéral et central jouent un rôle encore

essentiel et complémentaire. Dans le domaine culturel, les villes agissent en s’appuyant de plus en plus sur une grande autonomie de décision. Cependant l’action culturelle des villes ne serait pas aussi efficace si elle ne s’inscrivait pas dans des coopérations avec les échelons agissant à des niveaux territoriaux supérieurs : institutions supra-communales, districts, comtés, provinces, départements, régions, État central ou fédéral (les modèles de décentralisation, territorialisation sont multiples).

Toute la difficulté de cette coopération consiste à établir la bonne tension entre les partenaires, dans le respect de leurs prérogatives et dans un cadre contractuel négocié. Le soubassement de la contractualisation, c’est la concertation. Aujourd’hui, dans le domaine culturel, cette nécessaire concertation ne peut concerner les seules forces politiques. Elle mobilise aussi les professionnels et les acteurs du domaine, les forces économiques et plus largement la société civile. Nombre de métropoles internationales se sont appuyées sur de tels processus de concertation, de négociation. C’est le cas à Montréal où *Culture Montréal* a joué un rôle d’aiguillon essentiel pour faire émerger le projet de politique culturelle de Montréal à partir de 2005. C’est aussi le cas à Barcelone, dont le *plan stratégique pour la culture* a procédé d’une même mise en mouvement de l’intelligence collective. La ville de Lyon, pour sa part, a initié il y a quelques années un large travail de concertation pour inciter les institutions culturelles à assumer des responsabilités de proximité, à approfondir leur travail

en direction des populations éloignées de l'offre culturelle. Une charte de coopération entre les acteurs culturels est née de ce vaste dialogue.

La redéfinition des politiques culturelles métropolitaines passe aussi de plus en plus par la mise en œuvre de cadres de participation où les habitants peuvent exprimer leurs attentes : les conseils de quartier et autres instances d'expression de la société civile sont désormais fréquemment mobilisés dans les villes.

Une autre dimension de la gestion de la culture dans les villes mérite d'être soulignée : elle n'est plus traitée sous un angle uniquement sectoriel mais aussi dans une approche transversale du management public, ce qui conduit à rechercher les points de liaison avec

les politiques éducatives, sociales, économiques, urbaines, touristiques... Une telle approche se heurte encore à de nombreux obstacles dans la réalité. C'est qu'elle exige une évolution des mentalités dans chacun de ces secteurs d'activités, une transformation des administrations concernées, une culture du réseau qui tend à remettre en cause les logiques hiérarchiques et disciplinaires traditionnelles.

Au terme de ce rapide survol des enjeux et des défis culturels des villes, s'il fallait énoncer une équation commune à tout projet culturel métropolitain qui se réclame des valeurs de la démocratie voici celle que l'on risquerait : concilier par la culture la construction de soi, l'épanouissement des imaginaires, le vivre ensemble, le développement et

l'ouverture du territoire. Manager un projet culturel métropolitain, c'est gérer de la complexité, c'est composer avec des impératifs interdépendants, dont les maîtres mots relèvent tous du registre relationnel : coopération, gouvernance, décision partagée, transversalité, réseau, interdisciplinarité, interculturalité... Comment reprendre de la hauteur devant tant de complexité ? Si l'on veut comprendre rétrospectivement le sens de l'action culturelle entreprise, ou reformuler le sens du projet culturel métropolitain, il est capital de l'arrimer à une stratégie d'évaluation. Voici qui dessine un horizon d'attente pour beaucoup de grandes villes culturelles.

Jean-Pierre Saez
Directeur de l'OPC

Les grandes villes et la culture : des enjeux croisés

NOTES

- 1- Ce texte est issu d'une intervention présentée dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier, organisés à Montréal en novembre 2008 par la ville de Montréal, Culture Montréal et le Centre Jacques Cartier.
- 2- Marcel Hénaff, *La ville qui vient*, L'Herne, Paris, 2008, p. 51.
- 3- Pierre Sansot, *Poétique de la ville*, rééd. Petite bibliothèque Payot, Armand Colin, Paris, 1996.
- 4- François Ascher, *La société hypermoderne. Ces événements nous dépassent. Feignons d'en être les organisateurs*, L'Aube, La Tour d'Aigues, 2005.
- 5- Rendant compte d'une recherche-action impulsée par le réseau Eurocités, Guy Saez met en valeur « la coexistence de différents registres de légitimation » auxquels les villes européennes ont recours pour justifier leur action culturelle. Trois registres émergent de façon remarquable : celui de la démocratisation, celui de la démocratie, celui de l'économicisation de la culture. Cf. Guy Saez, « La "gouvernance culturelle" des villes dans l'espace politique européen », *L'Observatoire*, n°29, été 2005.
- 6- *Culture 21, Agenda 21 de la culture*, Cités et gouvernements locaux unis, Ajuntament de Barcelona Institut de Cultura 2006. Le texte de l'Agenda 21 de la culture a été adopté par le IV^e forum des autorités locales réunies à Barcelone en 2004.
- 7- Parmi les premiers travaux faisant le point sur la prise en charge d'une démarche inspirée de Culture 21, on peut citer le travail de Christelle Blouët, *L'Agenda 21 de la culture en France. État des lieux et perspectives*, université d'Angers, Observatoire des politiques culturelles, Cités et gouvernements locaux unis, 2008.

- 8- Xavier Greffe, *La valorisation économique du patrimoine*, La Documentation française, Paris, 2003.
- 9- Paul Sereda, *L'emploi dans le secteur culturel dans un contexte nord-américain. 1981 à 2001*, Statistique Canada, Ottawa ; *L'emploi culturel dans l'Union européenne en 2002*, Les notes de l'Observatoire culturel, n° 39, DDAI/DEPS/ministère de la Culture et de la Communication, juin 2005.
- 10- Andrée Fortin évoque de nombreux exemples équivalents de jardins d'art et parcs de sculptures au Québec, dans son ouvrage *Nouveaux territoires de l'art*, Nota bene, Québec, 2000.
- 11- Fabrice Raffin, *Friches industrielles, un monde en mutation*, L'Harmattan, Paris, 2007 ; Fabrice Lextrait, Frédéric Kahn (dir.), *Nouveaux territoires de l'art*, Sujet-Objet, Paris, 2005 ; Laurence Castany, Claude Renard-Chapiro (dir.), *Nouveaux territoires de l'art. Paroles d'élus*, Sujet-Objet, Paris, 2006.
- 12- Trans Europe Halles rassemble des lieux culturels multidisciplinaires indépendants installés dans des friches urbaines.